

CRISE DU CAPITALISME DE RENTE, ENDETTEMENT ET RÉPARTITION DES REVENUS

AHMED HENNI *

La crise actuelle que traverse le capitalisme se différencie de celle de 1929 sur deux plans: celui de ses mécanismes déclencheurs (ce n'est pas le défaut de réalisation matérielle qui provoque la faillite des banques) et celui du système qu'elle ébranle (ce n'est plus un capitalisme industriel mais un capitalisme de rente au sein duquel la capture de richesse se fait davantage par la souveraineté monétaire que par la production matérielle).

La crise économique qui suit la crise financière peut être d'autant plus grave aujourd'hui que ce ne sont pas seulement des particuliers qui ont souscrit à des actifs financiers mais aussi les entreprises de production. Les nouveaux capitalistes, titulaires de rentes souvent financières, se comportent plus comme des patriciens contrôlant l'État et accumulant les biens de prestige que comme des entrepreneurs fordien payant bien leurs salariés et investissant dans l'industrie.

À suivre l'esprit du moment, le récit «référentiel» de la crise actuelle nous renverrait spontanément à 1929. Pourtant, ne retenir que le «krach» boursier de Wall Street comme cause et manifestation des crises de 1929 et 2008, n'aide pas à replacer ces deux événements dans la logique historique du capitalisme. Les études magistrales de

* PROFESSEUR D'ÉCONOMIE, UNIVERSITÉ D'ARTOIS, ANCIEN MEMBRE DU CONSEIL DE LA BANQUE CENTRALE D'ALGÉRIE, ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL DES IMPÔTS.

Auteur de *Le syndrome islamiste et les mutations du capitalisme*, éditions Non Lieu, 2008.

J.K. Galbraith et Milton Friedman ¹ sur la crise de 1929 nous montrent que la crise actuelle ne procède pas de la même logique. En 1929, la crise s'amorce, *grosso modo*, à partir de l'économie de production matérielle : de grands programmes immobiliers en Floride qui ne trouvent pas d'acheteurs. Les revenus et l'épargne ne correspondaient pas à la production initiée par un crédit aux promoteurs immobiliers. Il aurait fallu que les banques accordent des crédits aux acheteurs potentiels. Ce ne fut pas le cas. La mévente provoque alors des difficultés aux banques engagées dans ces programmes. La Banque centrale (FED) refuse de les refinancer. On connaît la suite : faillite des petites banques, puis des entreprises de production clientes de ces banques, etc. A cette époque, les banques portaient le risque. Aujourd'hui, elles vendent le risque en s'en défaisant grâce à la titrisation des hypothèques.

En 2007, c'est la profusion d'acheteurs de biens immobiliers qui est à l'origine de la crise. Les logements se vendent bien mais leurs acheteurs se sont endettés pour les acquérir. Ces acheteurs vont faillir, non parce qu'ils ne disposent plus de revenus, mais parce que le coût du crédit a augmenté. Ce qui modifie la répartition des revenus, appauvrissant les débiteurs et enrichissant les créanciers. Et plus l'endettement des acheteurs est massif, plus ce transfert de richesses l'est. La crise de 1929, partie d'un problème de réalisation de la production matérielle, est due à une pénurie de financement et refinancement. La crise de 2008 est due à une inflation du financement et refinancement qui conduit à la banqueroute au sens de la crise survenue à la suite des innovations monétaires de John Law (Lass). La banqueroute de type « lassien » intervient lorsque le transfert possible de richesses par la création monétaire et la circulation de titres dérivés atteint sa limite et que les revenus issus de la production matérielle ne parviennent plus à financer ces transferts des débiteurs vers les créanciers. Bref, les revenus engendrés par la production matérielle (salaires) n'arrivent plus à supporter les risques dont se sont défait les institutions financières. Il faut réaliser du capital pour les compenser. Les travailleurs américains ou espagnols endettés n'ont pu honorer leurs échéances par leur seul salaire : ils ont dû vendre leur maison pour assurer

¹ John Kenneth Galbraith, *La crise économique de 1929*, Payot 1989, et Milton Friedman and Anna Jacobson Schwartz, *A Monetary History of the United States, 1867-1960*, Princeton University Press (for the National Bureau of Economic Research), 1963.

ces transferts. D'où un «krach» immobilier. Ils ne sont pas les seuls : tous les titulaires de capitaux ont dû en réaliser une partie. Ce qui ne se fait pas en un jour. En attendant ces rentrées, le système financier a fait banqueroute.

Depuis que la monnaie s'est détachée de toute référence matérielle marchande, elle est devenue, grâce au crédit et à l'endettement, l'instrument principal de répartition des revenus en commandant les transferts de richesses d'un groupe social à un autre. Pour faire bref, lorsqu'une Banque centrale augmente d'un point le taux d'intérêt directeur, ce sont, en France, par exemple, pas moins de 10 milliards d'euros qui, d'un coup, sont transférés des débiteurs vers les créanciers. Dans les pays riches, il est devenu plus intéressant de capturer les richesses par l'endettement des particuliers et des États que par de la production matérielle. C'est ce que j'appelle le capitalisme de rente.

Le système n'a tenu que parce d'autres travailleurs dans le monde ont continué de produire matériellement sans s'endetter, la Chine préférant refinancer les États-Unis que financer le bien-être de ses populations. Ainsi, de cette façon également, la création monétaire commande la répartition mondiale des revenus.

Une banqueroute financière «lassienne» ²

Contrairement donc à 1929, c'est, en 2008, l'émission sans frein de monnaie durant trente ans et la surabondance de crédit aux spéculateurs financiers et aux ménages américains qui a poussé les acteurs économiques, l'État et des ménages américains à un endettement sans précédent conduisant certains à se retrouver, dès 2007, en cessation de paiement.

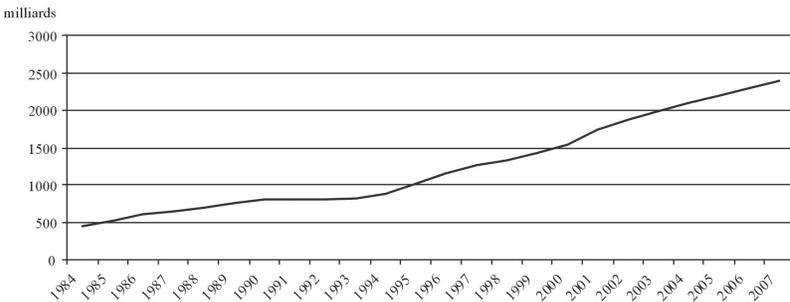
² John Law (1671, Édimbourg-1729, Venise), aventurier et banquier écossais. Son nom, en français, se prononçait Lass. En août 1719, sa compagnie obtient de l'État français le privilège de percevoir les impôts indirects et celui de la fabrication de la monnaie. En 1720, plus d'un milliard de livres de billets de banque sont émis et le capital de sa banque se monte à 322 millions de livres. Le prix des actions passe de 500 livres à 20 000 livres. Affolés par cette richesse miraculeuse, certains possesseurs de billets préfèrent réaliser immédiatement leurs avoirs en pièces d'or et d'argent. Ces réalisations de capital font baisser les cours. Dès le 24 mars 1720, c'est la banqueroute du système, connue sous le nom de banqueroute de Law. Toute confiance est perdue dans les titres en papier. La France entre en crise économique, suivie de l'Europe.

Pour continuer de consommer autant de biens et services qu'auparavant, les États-Unis émettent, depuis l'état d'exception monétaire qu'ils ont décrété en 1971, de plus en plus de dollars. Le crédit à la consommation qui était de seulement 134 milliards en 1971 dépassait les 2 170 milliards en 2006, soit 16 fois plus alors que la production réelle de richesses (hors inflation) n'était multipliée que par 3 (de 3 760 milliards en dollars constants à 11 320).

L'explosion du crédit américain à la consommation

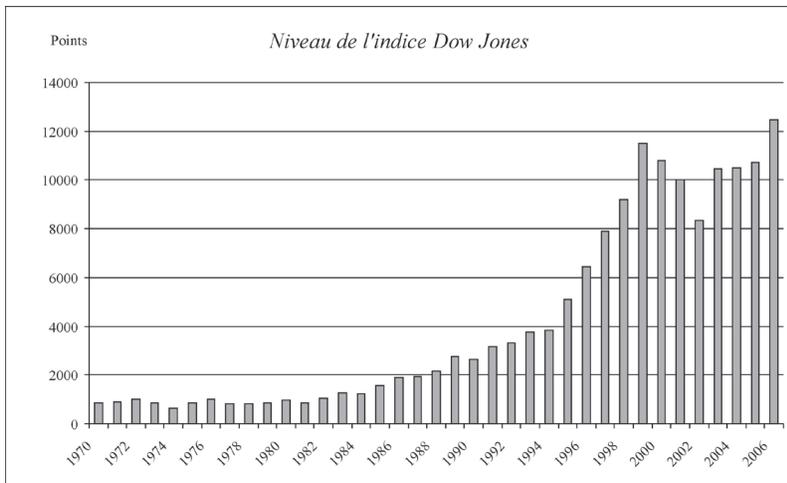
Année	Milliards de \$
1985	524
1990	798
1995	1 010
2000	1 544
2005	2 200
2006	2 295
2007	2 395

Montant du crédit à la consommation (milliards de dollars courants)



Ce crédit ne sert pas uniquement à soutenir la consommation. Il finance surtout la spéculation sur papier comme l'ont révélé en 2008 les chiffres astronomiques des papiers « lassiens » détenus par les banques. Après la période keynésienne des « trente glorieuses » avec taux réel d'intérêt souvent négatif – Keynes ambitionnait une « euthanasie des rentiers » – les rendements des titres redeviennent positifs dès la fin des années 1970. L'inflation est combattue, les

salaires contenus. Les rendements de plus de 10% deviennent monnaie courante. À ces rendements s'ajoutent des plus-values en capital: la valeur des titres s'envole. Les indices des valeurs sont multipliés par trois ou quatre en une décennie. L'indice des cours des actions à la bourse de New York (*Dow Jones*) passe du niveau 500 en 1956 à 1 000 en 1972 (seize ans) puis double une nouvelle fois en quinze ans (2 000 en 1987), atteint quatre ans après (1991) le niveau 3 000, franchit les 10 000 points en 1999 et tourne autour de 12 000 points en 2008, soit un nouveau quadruplement en 17 ans. Aucune fortune industrielle n'a suivi ce rythme.



C'est ce capital, devenu « fictif » qu'il a fallu réaliser depuis 2008, d'où la chute des indices boursiers à leur niveau de 1990.

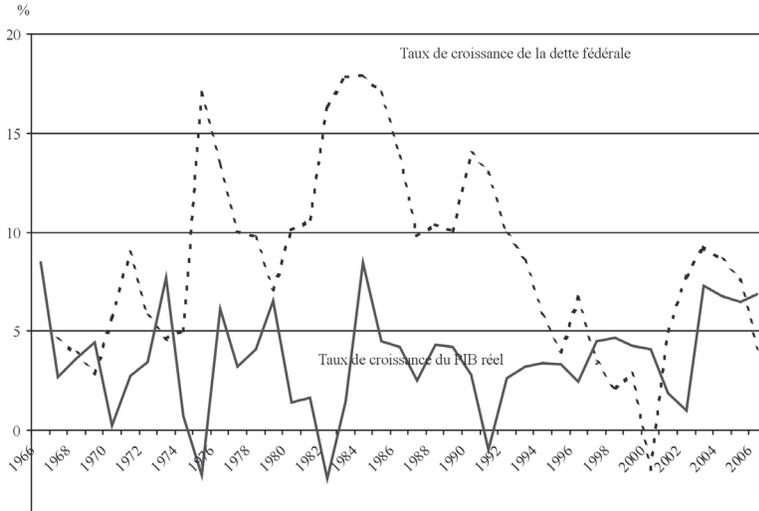
En outre les revenus engendrés par les manipulations de papiers et qui ont contribué à concentrer la richesse hors de la sphère de production matérielle s'ajoutent les revenus tirés des créances sur État.

Les sommes reçues sous forme d'intérêts par les créanciers des États des pays riches atteignent désormais des niveaux fabuleux: 430 milliards de dollars versés en 2007 par le seul État fédéral américain. C'est plus que l'ensemble des profits des entreprises industrielles du pays qui font souvent des pertes.

En 1950, l'État fédéral américain payait 0,6 milliard d'intérêts pour 36,9 milliards de dépenses budgétaires, soit 1,6%. Par conséquent, 98,4% des impôts reçus servaient à des dépenses publiques réelles. En 1970, au seuil de la mutation rentière du capitalisme, l'État fédéral américain payait 17,7 milliards d'intérêts sur un total de dépenses budgétaires de 201 milliards, soit 8,8%. Sur 100 dollars d'impôts qu'il recevait, il devait en consacrer 9 aux intérêts de la dette et seulement 91 aux dépenses publiques réelles. En 1991, il atteint un maximum historique de 19,08% pour 250 milliards d'intérêts. À ceci il conviendrait d'ajouter les intérêts versés par les États (61,7 milliards en 1991). Dans un tel cas, l'État ne dispose plus, sur 100 dollars d'impôts reçus, que de 80 pour les autres dépenses. D'où les réductions drastiques des budgets sociaux. Voici, sur une période que nous avons voulu la plus significative de cette transition, les données sur la dette américaine où l'on s'aperçoit que l'État fédéral compense systématiquement la baisse de la croissance de la richesse réelle par l'augmentation de son endettement. C'est la vie à crédit.

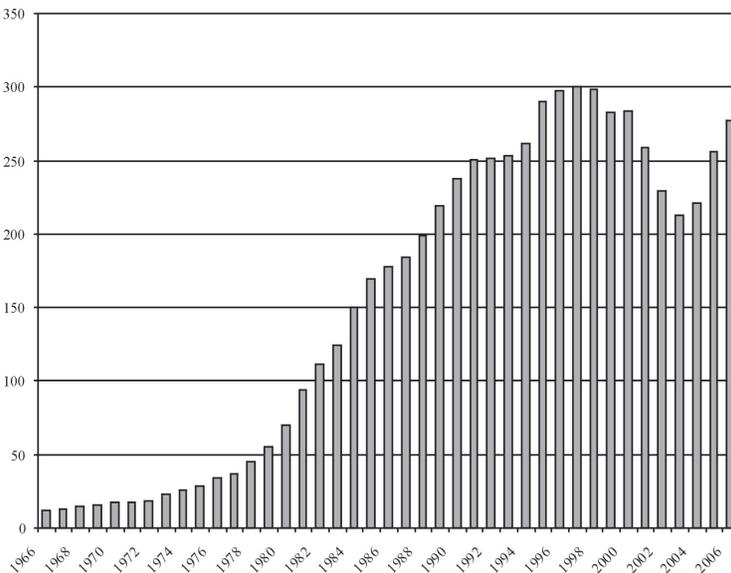
Année	Dette fédérale (stock en milliards \$)	Variation annuelle moyenne de la dette (année n/ année n-1) (%)	Variation annuelle moyenne du PIB réel (année n/ année n-1) (%)	Intérêts annuels versés par l'État fédéral (milliards \$)	Intérêts annuels versés par les États (milliards \$)
1967	344,663	4,66	2,72	12,7	3,7
1970	389,158	5,68	0,26	17,7	5,3
1975	576,649	17,05	-2,26	28,9	11,1
1980	930,21	10,07	1,43	69,7	19,4
1985	1 945,94	17,02	4,51	169,4	39,4
1990	3 364,82	13,95	2,8	237,5	57,9
1995	4 988,67	3,93	3,35	290,4	64,2
2000	5 662,22	-1,97	4,08	283,3	79,5
2005	8 170,41	7,56	6,49	255,9	90,4
2006	8 506,97	4,12	6,86	277,5	95,4

*Comparaison entre la croissance de la richesse réelle produite
et la croissance de la dette fédérale*



milliards de \$

Intérêts annuels de la dette fédérale



Cette vie à crédit est historiquement exceptionnelle et n'a rien à voir avec 1929. Elle rappelle davantage l'aristocratie rentière d'Ancien Régime. Une épargne nationale aurait dû la financer. Cette condition est, actuellement, levée grâce à la libre circulation des capitaux qui permet d'avoir recours à l'épargne extérieure. Les États-Unis ont pratiquement dollarisé l'épargne mondiale. Leur capacité souveraine leur permet aussi bien de ne plus épargner que d'attirer les capitaux extérieurs, souvent constitués de dollars créés par les États-Unis pour financer leur déficit commercial. Leurs titulaires, faute d'acheter des marchandises américaines, les replacent aux États-Unis en bons d'État. Ainsi la boucle est bouclée: l'état d'exception monétaire décrété par les États-Unis en 1971 leur permet d'émettre autant de dollars qu'ils veulent, d'acheter autant qu'ils le désirent aux autres pays, de dépenser budgétairement autant que de besoin, de ne pas épargner, vivre à crédit sur le reste du monde, mais entretenir le monde d'une pluie de dollars bienfaiteurs pour les titulaires de capitaux sous forme de profits commerciaux ou d'intérêts de la dette publique. Mieux, cette situation rend souvent captifs les pays qui possèdent des excédents en dollars: même lorsque les taux américains baissent, ces dollars continuent d'affluer pour souscrire les bons d'État.

Les données du Trésor américain montrent qu'en janvier 2008, les capitaux extérieurs avaient souscrit pour 26% de la dette fédérale (voir tableau ci-contre).

Un contrat tacite lie ainsi la croissance économique japonaise et chinoise, permise par les débouchés américains, et les émissions sans restriction de dollars qui paient ces achats et, en fin de compte, vont financer le déficit budgétaire fédéral ou la banqueroute financière du système. Il est clair que de tels pays n'ont aucun intérêt à remettre en question l'état d'exception monétaire actuel.

Ce recours à l'épargne mondiale est obligé. Les États-Unis n'ont pas le choix. Leur épargne nationale est insignifiante. La population américaine s'est habituée à cet état de fait rentier. Elle consomme sans compter, emprunte et n'épargne plus. Après avoir atteint, en 1984, un maximum de 11% du PIB, le taux d'épargne privée ne cesse de diminuer pour avoisiner actuellement le zéro.

Des entreprises de production devenues rentières

La crise aurait pu ne condamner à la banqueroute que les seuls débiteurs insolubles et leurs créanciers financiers. Or,

	Montant (milliards de \$)	Part dans les souscriptions extérieures (%)	Part dans les souscriptions de la dette (%)
Japon	586,9	24,43%	6,38%
Chine	492,6	20,50%	5,35%
Royaume-Uni	160	6,66%	1,74%
Brésil	141,7	5,90%	1,54%
Pays pétroliers	140,9	5,86%	1,53%
Banques des Caraïbes	108,1	4,50%	1,18%
Luxembourg	68,4	2,85%	0,74%
Hong Kong	54,5	2,27%	0,59%
Allemagne	42,9	1,79%	0,47%
Corée du Sud	42,1	1,75%	0,46%
Suisse	39,3	1,64%	0,43%
Taiwan	38,9	1,62%	0,42%
Singapour	38,4	1,60%	0,42%
Mexique	35,5	1,48%	0,39%
Russie	35,2	1,47%	0,38%
Belgique	13,1	0,55%	0,14%
Autres	364	15,15%	3,96%
Total	2402,5	100%	26,11%



depuis les années 1980, attirées par les intérêts, dividendes et plus-values financières, les entreprises de production ont elles aussi révisé leur stratégie de profit.

Lorsque nous examinons, par exemple, les données fournies par les comptes nationaux sur les entreprises résidentes en France, nous constatons que, depuis les années 1980-90, les sociétés non-financières tirent de plus en plus leurs ressources de « capture externe ». Jusqu'en 1980, les revenus de la propriété reçus par les entreprises de production (intérêts et dividendes principalement) ne représentent qu'un maigre pourcentage de leurs ressources (moins de 15%). Jusqu'à cette date, les entreprises tirent le principal de leurs ressources de leur exploitation propre.

La rupture se fait à partir des années 1980, concomitante de la mutation du capitalisme en capitalisme de rente. A partir de la décennie 1980-90, la part des revenus extérieurs reçus sous forme de dividendes ou autres intérêts financiers s'élargit rapidement pour finalement représenter, en 2007, 43,2% des ressources totales des sociétés non-financières. Autrement dit, à la veille de la crise financière de l'année 2008, les sociétés non-financières établies en France ne tiraient que 56% de leurs ressources de leur métier propre et de leur exploitation. L'autre moitié, quasiment, provenait de rentes extérieures à elles. Par conséquent, elles préfèrent « externaliser » de plus en plus les antagonismes de production et les déléguer à autrui. En bref, engranger des revenus financiers plutôt que des revenus provenant de leur production propre.

*Ressources des sociétés non-financières résidentes en France
(en milliards d'euros, base 2000)*

Année	Excédent brut d'exploitation	Revenus de la propriété	Total Ressources	Part des revenus de la propriété
1960	5,9	0,3	6,2	4,37%
1970	17,1	1,2	18,4	6,80%
1980	52,3	9,6	61,9	15,45%
1990	167,4	42,9	210,3	20,40%
2000	226,5	117,6	344,1	34,18%
2005	268,8	171,1	439,9	38,89%
2006	283	198,5	481,5	41,22%
2007	299	227,6	526,6	43,22%

Source : INSEE, Comptes des sociétés non-financières

La majeure partie de ces revenus tirés des activités autres que la production propre sont représentés par des dividendes.

<i>En milliards d'euros</i>	1959	1994	2007
Excédent brut d'exploitation	5	175	299
Revenus de la propriété	0,2	58,9	227,6
Dont 1. Intérêts	0,2	26,7	58,5
2. Revenus distribués des sociétés	0,1	30,5	150,4
Dont Dividendes	0	29,2	147,6

Ces dividendes, insignifiants en 1959, prennent consistance à la fin des années 1980 (30 milliards en euros-2000) pour atteindre près de 150 milliards en 2007 (toujours en euros-2000), soit 5 fois plus en quinze ans alors que, dans le même temps, l'excédent brut d'exploitation n'était multiplié que par 1,7.

Ces stratégies de croissance externe se sont traduites par l'acquisition de portefeuilles de titres, de placements en billets de trésorerie sur le marché monétaire et des absorptions-acquisitions de sociétés externes au métier. Mieux, souvent ces acquisitions ont visé des entreprises des secteurs «rentiers»: finance, médias, etc. L'emblématique groupe Lagardère, par exemple, à l'origine fabricant d'armement (Matra), a pris le contrôle successivement d'entreprises de publicité, de presse, d'édition et de... sport: *Lagardère publishing* (d'Hachette jusqu'à Astérix): 2 139 millions

de CA en 2007; *Lagardère active digital* (Elle, Europe 1, Canal, MCM, Virgin 17, Art et décoration, Infobébés, etc.): 2 291 millions; *Lagardère services* (Aéroboutique, Bulgarpress, Lagardère Publicité, etc.): 3 721 millions; *Lagardère sport* (Roland Garros, Sportfive, leader européen dans la gestion des droits audiovisuels sportifs, particulièrement dans le football, World Sport Group, acteur majeur sur le marché du football et du golf asiatiques): 440 millions.

Le bilan de 2007, le dernier disponible, fait apparaître que les résultats tirés d'EADS (1 003 millions d'euros), partie industrielle du groupe, sont inférieurs à ceux qu'il tire de Canal+ (1 433 millions). Marie-Claire réalise à lui seul 236 millions, soit un quart du résultat tiré d'EADS.

Cette stratégie montre que les entreprises non-financières ont saisi les nouveaux enjeux de ce que j'appelle le capitalisme de rente: investir hors de la sphère industrielle. Contrairement à une idée répandue, ce n'est pas tellement pour délocaliser dans des pays à bas salaires, mais pour s'orienter vers la sphère des usages financiers, médiatiques et autres. Quand le groupe formé autour du journal Marie-Claire rapporte près d'un quart de ce que rapporte EADS à Lagardère, on comprend que celui-ci veuille se débarrasser de ses actions EADS. L'explication des abandons industriels par les délocalisations dans les pays à bas salaires peut séduire un large public. Elle n'explique pas du tout les stratégies du grand capital. Celles-ci sont devenues des stratégies rentières. Elles ont jusqu'ici largement profité des mouvements financiers.

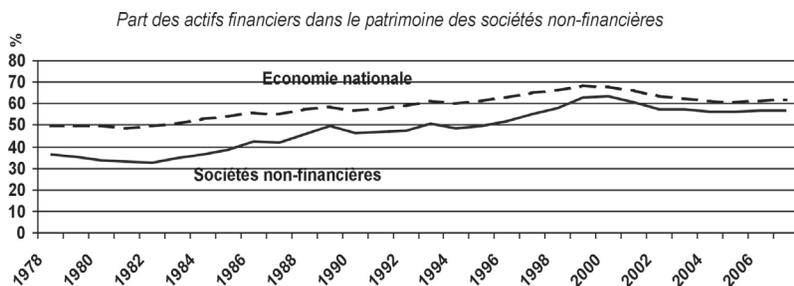
Pour Lagardère, quand les résultats tirés d'EADS passent de +23 millions en 2006 à -44 millions en 2007, les plus-values tirées de transactions sur titres s'élèvent à + 93 M€ de plus-values de cessions diverses (notamment PQR, Hachette Filipacchi Suède, Teva) et + 472 M€ de plus-value de cession d'une partie des titres EADS (environ 2,5% du capital). Ses immobilisations comptables indiquent, en 2006, un stock de 1 633 millions d'euros en placements financiers et trésorerie et 869 en 2007. Le choix stratégique est clair: investir moins dans la production matérielle et davantage dans la sphère rentière.

Ainsi le groupe Lagardère déclare les investissements suivants:

	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2008
Investissements corporels et incorporels	20	20
Investissements financiers	96	296

(En millions d'euros)

Globalement, les actifs non-financiers des sociétés non-financières s'élèvent à 3750 milliards d'euros fin 2007, soit un montant équivalent à quatre années de leur valeur ajoutée (contre moins de trois ans avant 2000). La part des actifs financiers a augmenté de façon continue jusqu'à l'an 2000 : elle représentait 36% de l'ensemble des actifs des SNF en 1978 et 64% fin 2000. Depuis, cette part est demeurée élevée (autour de 56%)³.



Dans ce cas, on comprend que le premier souci du grand capital n'est plus l'emploi dans le cœur du métier mais la capture externe. D'où un chômage déclaré ou déguisé croissant appelant une redistribution sociale de plus en plus forte en volume, multipliant elle-même les petites rentes dans la population.

La crise dans la sphère financière, en détruisant ces capitaux « fictifs », va donc réduire drastiquement les ressources que les entreprises non-financières tirent de la capture externe. Outre des résultats en baisse, elles vont devoir chercher de nouvelles opportunités. On peut imaginer qu'elles puissent élaborer des stratégies de recentrage sur leur production propre. Si les rentes tirées de la capture externe ne sont plus significatives, elles devront, pour préserver leur compétitivité, investir dans du capital high-tech et, probablement, licencier et relever le taux d'exploitation de la main-d'œuvre.

³ Voir : Nathalie Couleaud, division Synthèse générale des comptes, Insee, Frédéric Delamarre, Sesof, Banque de France, *Le patrimoine économique national de 1978 à 2007, 30 années au rythme des plus-values immobilières et boursières*, Insee Première N° 1229, mars 2009

Une répartition des revenus de plus en plus concentrée

Le capitalisme engendre dans sa phase rentière actuelle de nouvelles visions du monde, un nouvel « esprit du temps », mais aussi des reclassements sociaux qui engendrent de nouveaux antagonismes, qui ne sont plus, dans les pays rentiers, ceux de la production d'usine.

Tout d'abord, ce sont les travailleurs des entreprises non-financières qui, face au mouvement à la hausse des profits du capital et la pression à la baisse sur le taux de salaire, ont voulu eux aussi profiter de la capture rentière des entreprises.

En France, le syndicat *Force ouvrière* lance le débat et déclare le 22 février 2005 que « les grandes entreprises affichent une santé insolente (...) Total a ainsi annoncé un bénéfice de 9,6 milliards d'euros (+23 % sur un an), L'Oréal de 3,63 milliards (+143%), BNP Paribas de 4,66 milliards d'euros (24,1 %), Société Générale de 3,13 milliards (+25%), Arcelor de 2,31 milliards (+800%), Schneider Electric de 565 millions d'euros (+30%). Des bénéfices plus que confortables qui vont surtout servir à régaler les actionnaires, dont les dividendes vont également faire de jolis bonds (+63,6% chez Schneider, +62% chez Arcelor, +37,9% chez BNP-Paribas, +32% à la Société Générale, +15% chez Total, +12,3% chez L'Oréal...). De quoi indigner les syndicats qui déplorent que cette explosion des profits ne génère ni emploi ni hausse du pouvoir d'achat ». Dans la même veine, la Confédération générale des cadres appelle « les entreprises à revoir leur politique salariale en vue d'une redistribution » des bénéfices. L'Union syndicale Solidaire pose une question « de fond, celle de la répartition des gains de productivité réalisés par les entreprises » avec les salariés. Le Premier ministre de l'époque, de droite pourtant, Jean-Pierre Raffarin, conclut : « Il faut partager avec les actionnaires, avec les salariés et notamment avec les salariés-actionnaires. » Seule voix discordante, celle de Michel Lamy, secrétaire national et économiste de la CFE-CGC, qui estime que les « résultats mirobolants » de ces entreprises « ne sont pas sains, car ils ne procèdent pas d'une logique économique mais d'une exploitation forte des salariés et des entreprises sous-traitantes »⁴. Auxquels il convient d'ajouter les produits de toutes les autres captures externes : placements rentiers, rapatriement de bénéfices réalisés grâce à l'exploitation de travailleurs « exotiques ».

⁴ *Le Monde*, 18 février 2005.

Ainsi, comme Total l'indique lui-même dans les chiffres suivants, c'est l'Afrique qui lui rapporte le plus :

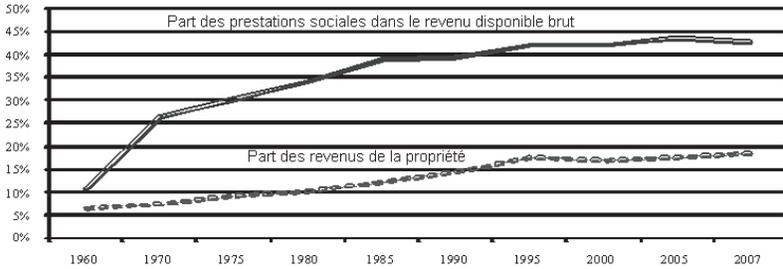
*Structure des coûts et des marges de Total selon les différentes régions du monde au 31 décembre 2007
(millions d'euros)*

	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Asie	Reste du Monde	Total
Coûts de production	1 102	906	100	195	385	2 688
Bénéfices avant impôts	6 453	8 655	38	1 892	1 719	18 691
Rapport des bénéfices aux coûts	5,86	9,55	0,38	9,7	4,46	6,95

Source : Rapport annuel 2007

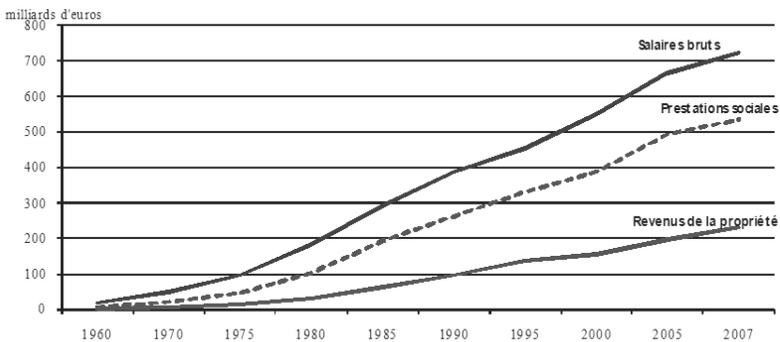
Depuis lors, le débat sur le partage des bénéfices des multinationales est devenu récurrent. Il se poursuit depuis lors sur les « bonus » et autres « parachutes dorés » prélevés par les dirigeants de sociétés.

Ces revendications, face aux excès de l'esprit rentier du temps, traduisent probablement beaucoup plus des sentiments de paupérisation relative. Les données sur la répartition des revenus en France montrent que le montant de la redistribution sociale rattrape dorénavant le montant des salaires distribués. Les transferts sociaux commencent à y représenter une part majeure des revenus des ménages. De 10% dans les années 1960, cette part frôle dans ces années 2000 les 45%. Dans le même temps, à l'autre extrême, les revenus de la propriété explosent (de 6% des revenus en 1960 à près de 18% en 2007).



Lorsque l'on compare les évolutions globales, on observe une forte ascendance de ces deux catégories de revenu. En 2007, pour un montant de salaires avoisinant les 720 milliards d'euros, les prestations sociales de toute nature dépassent les 520 milliards et les revenus de la propriété les 220 milliards.

*Évolution des transferts sociaux et des revenus de la propriété (1960-2007)
Milliards d'euros constants base 2000*



En incluant les revenus du patrimoine, le revenu mensuel de ceux qui perçoivent des rentes s'élevait en 2006 à 3 486 euros et plus contre 809 euros pour le revenu le plus bas.

Niveau de vie mensuel pour un individu (en euros)

	10% touchent moins de	50% touchent moins de	90% touchent moins de	95% touchent moins de
Niveau de vie	735	1 290	2 331	2 898
Niveau de vie tenant compte des loyers imputés	789	1 423	2 606	3 199
Niveau de vie incluant les revenus du patrimoine financier	757	1 347	2 560	3 187
Niveau de vie incluant les revenus du patrimoine financier et les loyers imputés	809	1 482	2 802	3 486

Source : Insee-France portrait social 2007. Année des données : 2005

En dix ans (1996-2005), les revenus annuels les plus bas ont augmenté de 1 668 euros lorsque les plus élevés avaient pris 3 122 euros de plus par an.

L'enrichissement d'une minorité s'accompagne donc d'une forte redistribution, enjeu des différents programmes politiques. Comment redistribuer et combien à une « plèbe » pauvre et déqualifiée, mais qui vote. Le capitalisme de rente, s'il se heurte à la production élargie de cette « plèbe », contient cependant ses revendications ou sa potentielle violence en faisant d'elle aussi une petite rentière, cultivant ainsi sa xénophobie.

Les vocables « patriciens » et « plébéiens » sont ici utilisés faute de mieux. Ils ont cependant leur justification. Il se produit une sorte d'intégration que j'appelle patricienne aboutissant à la constitution d'un groupe patricien dont la caractéristique principale—contrairement aux capitalistes industriels de la modernité—est de ne jamais s'impliquer directement dans des antagonismes de production. Le capitalisme de rente actuel capture sur son extérieur par des mécanismes de souveraineté. Il redistribue à l'intérieur, d'abord à une couche qui esquivé l'antagonisme direct de production tout en utilisant les mécanismes de souveraineté (endettement public, création monétaire, protection par la loi—brevets et droits, etc.) pour s'enrichir, et, ensuite, sous forme de « transferts sociaux » à une masse pauvre et déqualifiée. Sociologiquement, ces « patriciens »

visent davantage l'accumulation de biens de prestige ⁵, signe de leur ascension sociale, que l'investissement dans la sphère productive. Ce ne sont plus des capitalistes modernes mais des transfigurations des patriciens romains utilisant l'État et le prestige pour asseoir leur suprématie sociale, évitant d'affronter les antagonismes directs de production et préférant les déléguer.

⁵ L'accumulation de capital rentier fait exploser le prix des biens de luxe (séjours hôteliers princiers, montres, vêtements et chaussures de marque, etc.). L'acquisition d'œuvres d'art pour des sommes défiant toute imagination marque aussi bien le prestige que le montant des barrières d'entrée dans ce cercle patricien. À l'autre extrême, la nouvelle « plèbe » se vêt et se divertit pour pas cher grâce à des produits électroniques fabriqués par de nouveaux ilotes exotiques.